



ARRÊTONS DE NOUS PRIVER DE REVENUS

Afin de justifier les coupures et la privatisation dans les services publics, les gouvernements du monde entier utilisent depuis 35 ans l'argument de la dette. Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'ils s'affairent sans cesse à réduire les revenus en baissant les impôts des banques, des industries et des plus riches. Ensuite, ces mêmes gouvernements prétendent qu'ils n'ont plus d'argent... Ce qui leur permet de couper et de privatiser nos acquis sociaux.

Au Québec, la dette est à 65% liée à des infrastructures (garderies, écoles, hôpitaux, etc.). Ce qui équivaut davantage à de l'investissement car cette dette n'est pas un réel problème. En fait, les intérêts sur cette dette sont versés et dépensés à 85% à l'intérieur du pays.

ALLONS CHERCHER L'ARGENT OÙ IL EST...

IL EXISTE 10 MILLIARDS \$ DE SOLUTIONS FISCALES POUVANT ÊTRE APPLIQUÉES DÈS MAINTENANT...

+ 1 MILLIARD \$

En augmentant le nombre de paliers d'imposition (de 4 à 11). Cette mesure permettrait d'imposer davantage les plus riches tout en diminuant l'impôt de 94% de la population.

+ 600 MILLIONS \$

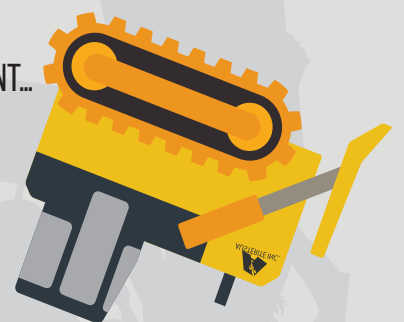
En imposant davantage les institutions financières qui ont annoncé près de 35 milliards de profits en 2014

+ 740 MILLIONS \$

En luttant contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal. Seulement en 2013, les CanadienNNEs auraient caché 180 milliards \$ dans les paradis fiscaux.

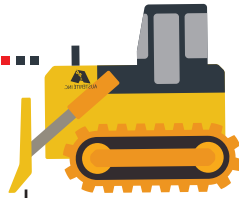
Nonauxhausses.org

Lerepat.org



Réseau de
VIGILANCE
de l'Abitibi-Témiscamingue
ENTRE DEUX VOTES, JE COMPTE!

DEPUIS L'ARRIVÉE AU POUVOIR DES LIBÉRAUX...



**SACRIFIER
NOS EMPLOIS
ÇA PASSE PAS!**

La région a perdu **5400 emplois**, auxquels s'ajoutent les 132 postes de cadres du Réseau de la santé, la quarantaine de postes dans la fonction publique, les 25 emplois de la Conférence régionale des ÉluEs, etc. Les libéraux ont aboli les Centre locaux d'emploi et le Forum jeunesse. Ils ont fermé le bureau du Conseil du statut de la femme et certains bureaux de la Financière agricole. **Par ses choix idéologiques le Parti libéral dévaste l'économie, la région et tout ce qui se trouve sur son passage.**

Des coupures de:

- **300 millions \$** dans le réseau universitaire (dont 2,4 millions pour l'UQAT)
- **42 millions \$** pour le réseau collégial (dont 1,2 million pour le cégep A-T)
- **217 millions \$** pour les réseaux primaire et secondaire
- **350 millions \$** en limitant la croissance des dépenses de ce ministère

**COUPER DANS
NOTRE ÉDUCATION
ÇA PASSE PAS!**

Cela signifie plusieurs pertes d'emplois de professionnels et d'employéEs de soutien, une surcharge de travail pour le personnel enseignant et moins de services aux élèves. **Le Parti libéral renie donc l'égalité des chances en éducation et cherche à fermer les universités en région.**

Des coupures de:

- **Près d'un 1 milliard \$** dans l'année en cours
- **132 postes** de cadres dans le Réseau seulement en Abitibi-Témiscamingue
- **225 millions \$** dans les groupes communautaires (annulation du rehaussement)
- Dans la **démocratie** et la proximité des décisions (un seul conseil d'administration en Abitibi-Témiscamingue et des lois imposées par bâillons.

**COUPER DANS
NOTRE SANTÉ
ÇA PASSE PAS!**

Les réformes improductives du ministre Barrette sèment l'incertitude et l'indignation chez les employéEs, en plus d'orienter le domaine de la santé dans une logique de marché. Le gouvernement libéral vise ainsi à réduire les services aux patientEs et annonce une lente privatisation du réseau de la santé.

Des coupures de:

- **1500 logements sociaux** dans le programme Accèlogis
 - **4,7 millions \$** d'aide pour le logement social en région
- En abolissant certaines mesures d'aide au logement social, le gouvernement libéral empêche la construction de près de 200 logements sociaux en Abitibi-Témiscamingue, ce qui privera la région de 54 millions \$ d'investissements. Et ce, sans compter les retombées sociales et économiques de ces projets qui luttent réellement contre la pauvreté. Ce qui va occasionner plus de **mal-logéEs et d'itinérance**

**COUPER DANS
NOS LOGEMENTS SOCIAUX
ÇA PASSE PAS!**

**S'ATTAQUER AUX
CONDITIONS DE VIE DES
FEMMES
ÇA PASSE PAS!**

Lorsque le gouvernement s'attaque à l'éducation, la santé, la fonction publique et les groupes communautaires, tous des emplois à prédominance féminine, ce sont les femmes qui sont touchées le plus durement. Les hausses de tarifs (garderie, Hydro, etc.) et les coupures dans les services publics signifient une augmentation du travail invisible, un appauvrissement et **le retour en arrière des conditions de vie des femmes.**